

## TD droit des obligations:

### Cas n°1: Dominique et Mme Morin

#### Faits:

Christiane Lesthéticienne décide de confier son fils Toupet, alors âgé de 1an, à son frère Dominique Weissmuller puis disparaît sans plus donner de nouvelles. Quelque temps après, Dominique W. emmène Toupet, âgé de 6 ans, aux sports d'hiver. L'enfant est intéressé par une luge appartenant à Nathalie Morin. Cette dernière accepte de prêter la luge à l'enfant afin de lui permettre de s'amuser. Montant au sommet de la piste, Dominique installe Toupet dans la luge et le pousse. Mais ce dernier ne parvient pas à freiner, les freins étant hors d'usage, ce que n'avait pas spécifié Mme Morin. Il percute alors avec son pied Nathalie Morin, la blessant au coccyx et au péroné. Mme Morin veut ainsi obtenir réparation du préjudice subi et souhaite engager la responsabilité de Dominique ou de Toupet. Elle renonce en revanche à poursuivre la mère de Toupet, Christiane Lesthéticienne, qui s'est exilée au Mont Everest.

#### Responsabilité contractuelle ou délictuelle:

Le principe de non cumul des responsabilités contractuelles et délictuelles pose qu'un même dommage ne peut être indemnisé deux fois. La victime unique d'un dommage ne peut agir à la fois sur un fondement contractuel et délictuel.

Ce principe implique également que la victime unique d'un dommage unique n'a pas la possibilité de choisir entre responsabilité contractuelle et délictuelle. Dès lors que les conditions de la responsabilité contractuelle sont remplies, elle devra obligatoirement agir sur ce fondement contractuel. Dans le cas contraire, elle devra obligatoirement agir sur un fondement délictuel (la Cour de cassation l'a notamment jugé dans un arrêt rendu par la 2<sup>ème</sup> chambre civile, le 12/05/2005).

Il s'agit donc de voir sur quel fondement la responsabilité de Dominique pourrait être engagée. Afin de déterminer ce fondement, il convient d'étudier les conditions de la responsabilité contractuelle.

L'action en responsabilité sera dans le domaine de la responsabilité contractuelle dès lors que deux conditions sont remplies.

Tout d'abord, il faut un lien contractuel entre l'auteur du dommage et la victime. En l'espèce, il n'y a aucun contrat entre Mme Morin et Dominique, ou entre Mme Morin et Toupet.

De plus, le dommage doit consister dans l'inexécution du contrat. En l'espèce, le lien contractuel entre Mme Morin et Dominique étant inexistant, le dommage ne résulte pas de l'inexécution d'un contrat.

Les conditions de la responsabilité contractuelle ne sont ainsi pas remplies. Le fondement de l'action en responsabilité engagé contre Dominique sera donc obligatoirement un fondement délictuel.

### **Responsabilité du fait personnel (article 1382 et 1383 du Code civil)**

Il est tout d'abord possible que Mme Morin cherche à engager la responsabilité de Dominique sur la base de la responsabilité du fait personnel.

Cette responsabilité est fondée sur les articles 1382 et 1383 du Code civil.

L'article 1382 du Code Civil dispose que "tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer".

L'article 1383 du Code civil dispose que "chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence".

Ces articles ne définissant pas la faute, c'est la jurisprudence qui s'est chargée de la définir.

Ainsi, la faute se caractérise par l'existence d'un élément matériel, afin de déterminer si le comportement de l'auteur du dommage s'est éloigné du comportement normalement attendu d'un individu placé dans la même situation. En revanche, l'élément moral, traditionnellement retenu par la jurisprudence, a aujourd'hui disparu et n'est plus exigé (depuis les arrêts Dergini et Lemaire de la Cour de cassation, réunie en assemblée plénière, 09/05/1984).

On se contentera donc d'étudier l'élément matériel de la faute. Il peut s'agir soit de la violation d'une règle de conduite (A), soit d'un manquement au devoir général de prudence et de diligence (B).

#### A) La violation d'une règle de conduite

La faute peut résulter de la violation d'un contrat ou de la violation d'une règle de droit.

##### 1) La violation d'une règle de droit

Il y a faute quand le comportement de l'auteur a violé une norme écrite, que se soit une loi ou un règlement, quand il a violé une coutume, ou encore quand il a exercé un droit de manière abusive.

En l'espèce, le fait de faire de la luge sur une piste prévue à cet effet ne constitue ni une violation d'une règle de droit, ni celle d'une coutume, étant donné qu'aucune règle de droit ni coutume n'interdisait cette pratique.

Dominique n'a donc commis aucune faute résultant de la violation d'une règle de droit.

## 2) La violation d'un contrat

Il n'y a pas lieu de s'attarder sur cette question dans la question où, dans l'affaire en cause, il n'existe aucun lien contractuel entre Dominique et Mme Morin. La faute ne pourra donc pas résulter de la violation d'une règle que les parties à un contrat s'étaient imposées.

La responsabilité de Dominique ne pourra donc pas être engagée du fait de la violation d'une règle de conduite.

Mais la faute peut également résulter d'un manquement au devoir général de prudence et de diligence.

### B) Le manquement au devoir général de prudence et de diligence

Il va s'agir, dans le but de déterminer une faute éventuelle de l'auteur, de comparer le comportement de l'auteur à celui que l'on attend d'un homme normalement diligent.

La gravité de la faute importe peu. Toute faute, même légère, peut engager la responsabilité de son auteur.

#### 1) Le comportement fautif

La faute peut résulter d'un acte positif, c'est-à-dire par la commission d'un acte, ou d'un acte négatif, c'est-à-dire par une omission (Cassation, arrêt Branly, 27/02/1951).

En l'espèce, il s'agit d'un acte positif puisque Toupet est venu percuter Mme Morin avec sa luge.

#### 2) L'appréciation de la faute

Le juge va en principe apprécier la faute in abstracto, c'est-à-dire par rapport au comportement d'un homme moyen placé dans la même situation.

Mais, le juge va pouvoir prendre en compte les circonstances de l'évènement et retenir ainsi des faits justificatifs qui ôtent aux faits leur caractère fautif. Le juge peut également prendre en compte l'aptitude physique ou la compétence de l'individu.

En l'espèce, si Toupet est bien venu percuter Mme Morin avec sa luge, cela résulte d'un défaut de freins de la luge, défaut que Mme Morin avait oublié de mentionner.

Dominique ayant pris soin d'expliquer à l'enfant comment freiner avec la luge, il a pris les précautions nécessaires à ce que celui-ci puisse s'arrêter le moment venu. Il ne pouvait raisonnablement pas se douter de l'absence de freins, élément que n'avait pas mentionné Mme Morin.

Toupet, enfant âgé d'un peu plus de 6 ans, n'était alors pas capable de réagir à cette absence de frein étant donné son jeune âge, et ne pouvait ainsi pas éviter l'évènement. Ainsi, les circonstances de l'accident, l'ignorance de l'absence de freins conjuguée à l'âge de Toupet, enlève aux faits leurs caractères fautifs. Le juge ne devrait pas retenir un manquement au devoir général de prudence et de diligence. La faute de Dominique ne sera, par conséquent, pas caractérisée.

Les conditions nécessaires à l'engagement de la responsabilité de Dominique, sur le fondement de la responsabilité du fait personnel, ne sont donc pas remplies.

## Cas n°2 : Patrick et Jean-Claude Dusse

### Faits :

Patrick, barman au Just Because of You, entreprend d'aider Popeye, vendeur de ce même bar, à éconduire un indésirable nommé Jean-Claude Dusse. Après une nouvelle tentative de ce dernier d'entrer dans le bar, Patrick le repousse énergiquement, le faisant tomber et lui cassant ainsi plusieurs dents.

M. Dusse souhaite engager la responsabilité de Patrick et de son employeur, Bernard Morin.

### Responsabilité contractuelle ou responsabilité délictuelle :

Le principe de non cumul des responsabilités contractuelles et délictuelles pose qu'un même dommage ne peut être indemnisé deux fois. La victime unique d'un dommage ne peut agir à la fois sur un fondement contractuel et délictuel.

Ce principe implique également que la victime unique d'un dommage unique n'a pas la possibilité de choisir entre responsabilité contractuelle et délictuelle. Dès lors que les conditions de la responsabilité contractuelle sont remplies, elle devra obligatoirement agir sur ce fondement contractuel. Dans le cas contraire, elle devra obligatoirement agir sur un fondement délictuel (la Cour de cassation l'a notamment jugé dans un arrêt rendu par la 2<sup>ème</sup> chambre civile, le 12/05/2005).

Il s'agit donc de voir sur quel fondement la responsabilité de Patrick pourrait être engagée. Afin de déterminer ce fondement, il convient d'étudier les conditions de la responsabilité contractuelle.

L'action en responsabilité sera dans le domaine de la responsabilité contractuelle dès lors que deux conditions sont remplies.

Tout d'abord, il faut un lien contractuel entre l'auteur du dommage et la victime. En l'espèce, il n'y a aucun contrat entre Patrick et M. Dusse dans la mesure où celui-ci n'était pas, au moment des faits, un client du bar puisqu'il se trouvait juste à son entrée, et que le bar, via ses employés, cherchait à empêcher M. Dusse à y entrer.

De plus, le dommage doit consister dans l'inexécution du contrat.

En l'espèce, le lien contractuel entre Patrick et M. Dusse étant inexistant, le dommage ne résulte pas de l'inexécution d'un contrat.

Les conditions de la responsabilité contractuelle ne sont ainsi pas remplies. Le fondement de l'action en responsabilité engagé contre Patrick sera donc obligatoirement un fondement délictuel.

## **Responsabilité du fait personnel (article 1382 et 1383 du Code civil)**

Il est tout d'abord possible que M. Dusse cherche à engager la responsabilité de Patrick sur la base de la responsabilité du fait personnel.

Cette responsabilité est fondée sur les articles 1382 et 1383 du Code civil.

L'article 1382 du Code Civil dispose que "tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer".

L'article 1383 du Code civil dispose que "chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence".

Ces articles ne définissant pas la faute, c'est la jurisprudence qui s'est chargée de la définir.

Ainsi, la faute se caractérise par l'existence d'un élément matériel, afin de déterminer si le comportement de l'auteur du dommage s'est éloigné du comportement normalement attendu d'un individu placé dans la même situation. En revanche, l'élément moral, traditionnellement retenu par la jurisprudence, a aujourd'hui disparu et n'est plus exigé (depuis les arrêts Dergini et Lemaire de la Cour de cassation, réunie en assemblée plénière, 09/05/1984).

On se contentera donc d'étudier l'élément matériel de la faute. Il peut s'agir soit de la violation d'une règle de conduite (A), soit d'un manquement au devoir général de prudence et de diligence (B).

### A) La violation d'une règle de conduite

La faute peut résulter de la violation d'un contrat ou de la violation d'une règle de droit.

#### 1) La violation d'une règle de droit

Il y a faute quand le comportement de l'auteur a violé une norme écrite, que se soit une loi ou un règlement, ou quand il a violé une coutume, ou encore quand il a exercé un droit de manière abusive.

En l'espèce, aucune règle de droit n'interdit à un employé de bar d'en empêcher l'accès, dans le cas présent en le repoussant, à un client indésirable. Patrick pouvait donc repousser M. Dusse pour éviter qu'il rentre dans le bar.

Néanmoins, M. Dusse ayant été blessé par cet acte, Patrick pourrait engager sa responsabilité pénal de ce fait, sauf s'il venait à bénéficier d'une quelconque cause d'exonération.

On n'abordera pas ici l'engagement de la responsabilité pénal de Patrick, qui pourrait l'amener à engager sa responsabilité civile, la matière du droit des obligations ne s'y

prêtant pas.

## 2) La violation d'un contrat

Il n'y a pas lieu de s'attarder sur cette question dans la question où, dans l'affaire en cause, il n'existe aucun lien contractuel entre Patrick et M. Dusse. La faute ne pourra donc pas résulter de la violation d'une règle que les parties à un contrat s'étaient imposées.

La faute peut ensuite résulter d'un manquement au devoir général de prudence et de diligence.

### B) Le manquement au devoir général de prudence et de diligence

Il va s'agir, dans le but de déterminer une faute éventuelle de l'auteur, de comparer le comportement de l'auteur à celui que l'on attend d'un homme normalement diligent. La gravité de la faute importe peu. Toute faute, même légère, peut engager la responsabilité de son auteur.

#### 1) Le comportement fautif

La faute peut résulter d'un acte positif, c'est-à-dire par la commission d'un acte, ou d'un acte négatif, c'est-à-dire par une omission (Cassation, arrêt Branly, 27/02/1951).

En l'espèce, il s'agit d'un acte positif puisque Patrick a poussé M. Dusse, ce qui a causé le dommage.

#### 2) L'appréciation de la faute

Le juge va en principe apprécier la faute in abstracto, c'est-à-dire par rapport au comportement d'un homme moyen placé dans la même situation.

Mais, le juge va pouvoir prendre en compte les circonstances de l'évènement et retenir ainsi des faits justificatifs qui ôtent aux faits leur caractère fautif. Le juge peut également prendre en compte l'aptitude physique ou la compétence de l'individu.

En l'espèce, le juge pourra être amené à prendre en compte les circonstances de l'espèce, c'est-à-dire notamment le fait que M. Dusse a, avant l'incident, plusieurs fois été éconduit. Il a néanmoins persisté à tenter de s'introduire illicitement dans le bar, ce qui a entraîné la réaction de Patrick et le dommage qui s'en suit. Il s'agit là d'un fait justificatif qui ôte aux faits leur caractère fautif, l'acte de Patrick ayant été causé directement par le comportement, manifestement illicite, de M. Dusse.

La responsabilité de Patrick, sur le fondement d'un manquement au devoir général de prudence et de diligence, ne pourra donc pas être engagée.

Les conditions nécessaires à l'engagement de la responsabilité de Dominique, sur le

fondement de la responsabilité du fait personnel, ne sont donc pas remplies.